



GENRE

L'ÉGALITÉ DE GENRE AU CABO VERDE



L'ÉGALITÉ DE GENRE AU CABO VERDE

Contexte légal et politique

La République du Cabo Verde se classe très haut parmi les meilleurs pays pour l'égalité de genre sur l'indice d'écart entre les sexes du Forum économique mondial et l'indice d'égalité des sexes de la Banque africaine de développement : elle est 5^e parmi les pays à revenu faible à intermédiaire, 6^e en Afrique subsaharienne et 36^e sur 144 pays dans le monde. Cependant, sa position élevée est principalement due au classement dans trois des quatre domaines de l'indice : l'éducation, la santé et la représentation politique¹. Dans le quatrième domaine, participation économique et opportunité, le Cabo Verde se classe mal - il occupe la 115^e place dans cette catégorie. Le pays est actuellement confronté à de sérieux défis, y compris les contraintes macroéconomiques, le manque de croissance de l'emploi, les incertitudes politiques et économiques mondiales, et les risques climatiques, l'approvisionnement alimentaire et l'accès à l'eau d'une manière générale. Le pays reste toujours affecté par les stéréotypes patriarcaux traditionnels sur les rôles et les responsabilités des femmes et des hommes, en particulier sur la responsabilité paternelle, qui conduisent à une société caractérisée par des ménages monoparentaux menés par des femmes, qui représentent un tiers du total selon l'Institut national de statistique du Cabo Verde (INE - 2017). Le Cabo Verde est signataire des conventions et protocoles régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme et au genre, dont les dispositions sont automatiquement incorporées dans la législation nationale conformément à la Constitution. Le pays reconnaît les dispositions de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), du Plan d'action du Caire, du Plan d'action de Beijing et des Objectifs de développement durable (ODD) comme des cibles importantes pour l'égalité des femmes. Le Cabo Verde a un indice d'inégalité de genre GII de 0,372, le classant 83 sur 162 pays dans l'indice 2018. Au Cabo Verde, 20,8 % des sièges parlementaires sont occupés par des femmes et 28,7 % des femmes adultes ont atteint au moins un niveau d'enseignement secondaire, contre 31,2 % des hommes. La part de 23,6 % des sièges est bien en deçà de l'objectif de 40 % fixé par le Réseau des femmes parlementaires du Cabo Verde (*Rede de Mulheres Parlamentares*) et également en deçà de l'objectif du illénaire pour le développement de 30 %. Les priorités politiques du gouvernement sont décrites dans le programme gouvernemental pour la 9^e législature (*Programa do Governo para a IX Legislativa*) de 2016. Les questions de genre représentent deux des 11 engagements pour la prochaine décennie² et le programme gouvernemental de lutte contre l'inclusion sociale se concentre sur

les causes d'inégalité des genres. Le pays dispose aussi d'une loi contre la Violence basée sur le genre (VBG) adoptée en 2011 (loi 84 / VII / 11), mais mise en œuvre depuis peu, qui définit la VBG comme un crime public et établit également le fonctionnement des centres d'assistance aux victimes. La forte fréquence des cas de VBG est une contrainte majeure pour la punition des auteurs, bien que la lenteur de la justice soit un problème qui transcende largement les cas de VBG : elle affecte tous les types de procédures judiciaires, tandis que les procédures de VBG sont plus rapides que les autres procédures, depuis l'entrée en vigueur de la loi sur la VBG.

Cadre institutionnel

Le ministère de la Famille et de l'Inclusion sociale (MFIS), institué en juin 2017, est responsable de la promotion de l'égalité du genre. Au sein du MFIS, l'*Instituto Cabo-verdiano para a Igualdade e Equidade do Género* (ICIEG)³ créé en 1994, est en charge de faire progresser les politiques gouvernementales en faveur de l'égalité des droits des femmes et de la pleine participation des femmes à toutes les sphères de la vie nationale. Il existe une fonction de coordination pour les questions de genre au sein de l'Agence nationale pour l'eau et l'assainissement à travers le *Gabinete Ambiental e de Integração Social e de Género*. Ces responsabilités sont mises en œuvre en étroite coordination avec tous les ministères. Les autres départements du MFIS intègrent l'égalité du genre dans leur travail et sont essentiels pour les droits de groupes spécifiques de femmes, tels que les femmes handicapées (DGIS), les femmes immigrées, les femmes en situation de pauvreté (DGIS, le Centre national des pensions sociales), et les filles, en particulier celles qui sont victimes d'abus (Institut cap-verdien de l'enfant et de l'adolescent). Une Commission du genre a été créée (Résolution n° 103 / 2018, 11 octobre) : comme mécanisme interministériel mis en place pour suivre l'intégration effective du genre dans les politiques publiques et pour créer une culture institutionnelle favorable à l'utilisation de l'approche genre dans la planification et dans la mise en œuvre des politiques sectorielles. La Commission genre est présidée par l'ICIEG. Entre autres responsabilités, la Commission de l'égalité de genre surveille la mise en œuvre des engagements internationaux relatifs à l'égalité des sexes et aux droits des femmes souscrits par le Cabo Verde, à savoir les ODD et la CEDEF). Politiques de l'emploi sensibles au genre : le nouveau plan national pour l'emploi (PNE 2018-2023) se concentre particulièrement sur l'emploi des jeunes et des femmes et comporte un sous-produit spécifique sur l'emploi des jeunes (15-34 ans) - le plan d'action national pour l'emploi des jeunes (PNAEJ).⁴

1 Briefing note for Cabo Verde on the 2019 Human Development Report (UNDP, Human development Report 2019)

2 3^e plan national genre, le *Plano Nacional de Igualdade de Género* (PNIG) 2015-2018 recense huit domaines stratégiques : la santé ; droits sexuels et reproductifs ; la violence sexiste ; éducation et formation professionnelle ; autonomie économique ; travail domestique ; participation politique et prise de décision ; et l'intégration du genre dans les politiques publiques

3 L'ICIEG a joué le rôle de coordination pour l'effort multiforme de la loi historique contre la violence sexiste, le *Lei VBG*. Un Observatório de Género a été lancé par le gouvernement en décembre 2016. Cet observatoire est un modèle de collaboration entre un bureau national des statistiques et le mécanisme national pour l'égalité de genre et met en évidence le potentiel des données ventilées par sexe pour aider à l'administration et à la planification développement inclusif et équitable.

4 Le PNE identifie et documente la ségrégation professionnelle entre les sexes comme un problème, ainsi que la surreprésentation des femmes dans le secteur informel et le PNAEJ a une section spécifique sur le genre

Cadre juridique

La Constitution interdit spécifiquement la discrimination fondée sur le sexe et l'article 7 stipule que le Gouvernement doit supprimer les obstacles à l'égalité des chances - qu'ils soient économiques, sociaux, culturels et politiques, en particulier ceux qui sont discriminatoires à l'égard des femmes dans la famille ou dans la société. L'article 47 interdit les propos ou comportements qui préconisent la discrimination à l'égard des femmes; L'article 54 approuve la participation égale des femmes et des hommes à la vie politique; et l'article 81 jette les bases de la récente loi qui criminalise la violence domestique, le Lei VBG. Le Cabo Verde a été l'un des premiers pays à ratifier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (dec. 1980). Le Cabo Verde est également signataire d'autres protocoles internationaux sur les droits des femmes⁵.

Constats

Les rôles de genre au Cabo Verde continuent de nier la pleine égalité des femmes, de limiter leur accès aux ressources et d'en bénéficier, et de restreindre leur capacité à contribuer pleinement à une croissance durable et équitable. Les femmes restent surreprésentées dans les secteurs informels de l'économie, assument seules la plupart des tâches domestiques, notamment l'éducation des enfants, et leur participation aux prises de décisions reste faible en particulier sur le plan local. De nombreux problèmes de santé, d'éducation et juridiques demeurent, y compris pour les femmes et les filles confrontées à des défis spécifiques d'isolement rural, de handicaps physiques ou d'abus sexuels, mais les principaux problèmes qui enferment la majorité des femmes dans la pauvreté et la faible productivité sont leur manque de :

- **temps** - Le fardeau des responsabilités principales pour les soins du ménage et des personnes à charge, et le manque d'accès à l'eau, à l'assainissement et au transport sont des facteurs clés limitant le temps des femmes pour le travail productif;
- **terrain** - L'absence de titre officiel sur la terre limite l'accès au crédit et à la capacité de construire des actifs;
- **financement** - Le manque d'accès aux fonds entrave la croissance et la productivité des efforts des entreprises; la demande de microcrédit est supérieure à l'offre disponible et les coûts d'emprunt commerciaux sont trop élevés;
- **connaissances** - Manque de connaissances sur les options pour des activités stables et productives de production de revenus et manque de services permanents et de struc-

tures de réseautage pour renforcer les compétences, augmenter la production et accéder aux marchés.

Ces contraintes sur le travail productif et le revenu des femmes, contrastées avec les gains impressionnants réalisés dans les domaines sanitaire et social, suggèrent que la clé du prochain grand progrès en matière d'égalité de genre au Cabo Verde, ainsi que de réduction de la pauvreté et de croissance économique, réside dans l'économie des femmes. L'action visant à promouvoir l'autonomisation économique des femmes sera plus efficace si elle est coordonnée et non entreprise dans le cadre de projets distincts. Concernant les services et infrastructures de base: depuis 2015, l'égalité des sexes a été intégrée dans la réforme en cours du secteur de l'eau et de l'assainissement, ce qui a eu un impact sur le cadre juridique et réglementaire, politique et institutionnel⁶. Des mesures ont été adoptées pour promouvoir l'accès au marché du travail des personnes handicapées, y compris des femmes⁷.

Éducation

28,7 % des femmes adultes ont atteint au moins un niveau d'enseignement secondaire, contre 31,2 % des hommes. Le taux d'alphabétisation des adultes est de 85 % pour les femmes et de 93 % pour les hommes, avec un plus grand écart entre les sexes dans les zones rurales où le taux d'alphabétisation n'est que de 74 % pour les femmes contre 87 % pour les hommes⁸. Parmi les 15-24 ans, il existe une parité entre les sexes même dans les zones rurales et le taux d'alphabétisation est globalement de 98 %. Pour la scolarisation, il existe des taux légèrement plus élevés pour les garçons au niveau primaire et des taux plus élevés pour les filles dans l'enseignement secondaire et supérieur. Parmi les enseignants, les femmes sont moins représentées dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement supérieur, le nombre de professeurs de sexe masculin est presque le double de celui des femmes. Dans de nombreuses écoles, les enseignants, femmes et hommes, continuent de transmettre aux enfants des stéréotypes sexistes anciens concernant les domaines académiques et d'emploi appropriés pour les filles par rapport aux garçons. Le Cabo Verde propose une formation professionnelle principalement par le biais des centres de formation professionnelle de l'Institut pour la formation professionnelle et de l'emploi, les *Cursos de Estudos Superiores Profissionalizantes* d'UNI-CV et par l'intermédiaire de l'École du tourisme et de l'hôtellerie. Selon les données sur l'inscription des étudiants, les femmes dans ces cours ont principalement choisi des domaines tels que le tourisme, les affaires et le secteur public (73 %), tandis que seulement un tiers (35 %) s'inscrivent à une formation technico-scientifique.

5 Les autres lois relatives au genre sont le sur la prévention et la répression et la répression de la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants - peine de deux à huit ans de prison à toute personne surprise en train de pratiquer, d'aider ou d'encourager la prostitution; *Código da Família* (1997), le *Código do Trabalho*, le *Código Eleitoral* (1999) et l'*Estatuto da Criança e do Adolescente* (ECA) de 2013. Le droit du travail, le *Código do Trabalho*, comme de 2007 autorise 60 jours de congé de maternité.

6 Le nouveau code de l'eau et de l'assainissement (décret-loi n° 3/2015, 19) prévoit l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'égalité par les installations municipales d'eau et d'assainissement, et les obligations sociales et de genre en cas de concessions, ainsi que l'égalité des sexes et les objectifs sociaux pour les projets financés par le Fonds pour l'eau et l'assainissement. À l'échelle mondiale, il prévoit que la planification du secteur de l'eau et de l'assainissement aborde les problèmes d'égalité des sexes et de réduction de la pauvreté. Une stratégie sociale et de genre 2015-2020 a été élaborée pour le secteur, organisée en cinq piliers et objectifs (accessibilité physique des services; accessibilité économique des services; pouvoir; responsabilité sociale et contrôle; intégration sociale et de genre)

7 Décret-loi n°38/2015, 29 juillet, qui réglemente les procédures de sélection et de recrutement dans l'administration publique, établissant un quota de 5 % pour les personnes handicapées pour les processus de recrutement externe; et l'approbation d'incitations fiscales pour la création d'emplois, avec des déductions fiscales pour la création d'emplois pour les personnes handicapées

8 source: *Cabo Verde national report: Beijing +25 on the implementation of the Beijing Declaration and Platform for Action* (April 2019)

Le genre dans les programmes mis en œuvre par LuxDev au Cabo Verde

Le Luxembourg, en adhérant, entre autres, à la Déclaration de Busan, s'est engagé à prendre en compte l'objectif d'égalité des sexes dans ses efforts en faveur de développement.⁹

Les interventions intégrant une composante genre de ces dernières années ont porté sur :

L'enseignement, la formation technique et professionnelle

L'égalité de genre et sa promotion dans le monde du travail reste un véritable défi au Cabo Verde, l'intégration efficace d'une stratégie genre dans le secteur Éducation formation emploi (EFE) est cruciale dans la transition du secteur informel vers le formel et de l'emploi digne, ce qui aura un fort impact sur les conditions de vie des femmes. Le programme Emploi et employabilité (CVE/081) est aligné sur le Plan national pour l'égalité de genre 2015-2018, qui vise «une meilleure intégration de l'égalité de genre dans les pratiques éducatives» en intégrant l'égalité de genre dans les cursus des programmes de formation professionnelle et de formation de formateurs. Dans ce cadre, entre 2016-2017 l'équipe du programme CVE/081 a coordonné le débat et a animé un travail de partage avec plusieurs partenaires nationaux et internationaux, comme UN Women, pour formuler la «feuille de route pour une stratégie d'égalité de genre dans les secteurs de l'éducation, de la formation et de l'emploi au Cabo Verde» (Nov. 2017), un outil au service des professionnels et formateurs du secteur EFE pour intégrer concrètement la question de genre dans les modules de formation. En 2018, le module transversal de formation sur l'égalité de genre pour la formation professionnelle a été élaboré pour développer les connaissances en matière d'égalité de genre et sensibiliser à la problématique des iniquités entre hommes et femmes. En 2019, le programme CVE/081 a également appuyé une formation pour les membres des Réseaux locaux emploi et employabilité afin de renforcer leurs connaissances en matière d'égalité des genres et les sensibiliser au développement d'outils pour une intégration plus importante, concrète et structurée de l'approche genre dans leurs activités.

Eau et assainissement

Au cours des 10 dernières années, le pays a continué de faire des progrès significatifs dans le domaine de l'accès universel à l'eau pour la consommation humaine et de l'assainissement de qualité. Les données de 2011 montrent comment, dans les zones rurales et même dans de nombreux quartiers urbains, l'absence de raccordement à la maison signifiait encore un temps considérable passé à rejoindre et à attendre aux fontaines publiques. Dans 75 % des cas les femmes ou les filles sont responsables de cette tâche, avec des impacts négatifs importants sur d'autres activités productives ou sur l'amélioration personnelle, telles que l'éducation et la formation professionnelle. Les interventions menées dans le cadre des Programmes indicatifs de coopération (PIC) précédents et du

PIC IV, à travers le programme d'Appui au secteur de l'eau et de l'assainissement (CVE/082 PASEA), ont fortement contribué à garantir un accès universel à l'eau potable de qualité satisfaisante et en quantité nécessaire, à un prix abordable, en recourant récemment aux énergies renouvelables pour la production (dessalement de l'eau de mer) et distribution de l'eau, ciblant en particulier les ménages les plus vulnérables. Selon les données de l'INE (2018), la proportion de la population utilisant une source améliorée d'eau potable en 2018 était de 86 % et le niveau d'accès à des installations sanitaires améliorées de 82,9 %, sans différence significative au niveau désagrégé.

La transition énergétique et son évolution croissante dans le pays pourra également contribuer à la création de nouveaux emplois « verts », accompagnée de l'offre croissante de formation professionnelle portée principalement par le Centre pour les énergies renouvelables et la maintenance industrielle (CERMI) qui offre un programme des bourses financé par le gouvernement du Cabo Verde destiné aux jeunes de toutes les îles. Jusqu'à fin 2019, environ 24 % des formés ont été des jeunes femmes.

Au niveau local, à travers le programme Plateforme de développement local et objectifs (ODD) 20/30», financé par le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, géré par le PNUD et mis en œuvre par le gouvernement du Cabo Verde, différentes formations réalisées tout au long de l'année 2019 ont encouragé les hommes et les femmes, membres des plateformes, à prendre conscience de l'importance de la participation de tous au processus de développement à travers la réalisation d'ateliers de renforcement de capacités sur la structuration, la planification stratégique, l'intégration de l'approche genre dans les projets d'impact ainsi que dans toute autre type d'activité organisée au niveau local. Parmi les contributions au programme figurent le lancement de l'agenda genre pour les femmes 2030 à l'île de Fogo et la finalisation du plan d'égalité de genre de la municipalité de São Salvador do Mundo.

La santé

Pour 100 000 naissances vivantes, 42 femmes meurent de causes liées à la grossesse, et le taux de natalité chez les adolescentes est de 73,8 naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans. Les nouveaux cas d'infection à VIH sont faibles, mais ils sont plus élevés chez les femmes que chez les hommes : 81 % des nouveaux cas de VIH dans le groupe d'âge 15-34 ans sont des femmes. Les services de santé génésique et l'amélioration des conditions sanitaires sont également attribués à la baisse de la mortalité infantile de 21,3 pour 1000 naissances vivantes en 2002 à 15,3 en 2015 (INE/MS, 2017), avec la baisse la plus spectaculaire des décès de fillettes.

⁹ Art. 20.C de la Déclaration de Busan, 2011

Enjeux en matière de genre

Des progrès en matière d'égalité des sexes sont liés à des avancées sur les points suivants :

- éducation, formation et apprentissage de qualité tout au long de la vie pour les femmes et les filles ;
- des programmes d'enseignement renforcés pour accroître la sensibilité au genre et éliminer les préjugés ;
- soutenir l'autopromotion des femmes, au niveau éducatif et professionnel, en augmentant leur capacité à (ré)-intégrer le marché du travail et à accroître la voix, l'accès ou la participation des femmes aux processus décisionnels aux niveaux communautaire, régional et national ;
- renforcement des lois sur la violence à l'égard des femmes, leur application et leur mise en œuvre ;
- contribuer à l'autonomisation des femmes (en particulier les femmes chefs de famille, avec une perspective de genre).

Pistes

Intégrer systématiquement une approche d'intégration de la dimension de genre dans les phases d'identification, formulation et exécution des nouveaux programmes (PIC V – développement, climat, énergie, 2021-2025), aussi bien que dans les instruments de suivi et évaluation ;

- EFE - surmonter les stéréotypes qui existent encore dans les curricula du secteur EFE, et intégrer systématiquement une approche genre dans le cadre de la mise à jour des catalogues/offre formatifs ;
- appuyer et garantir une véritable transition du secteur informel vers le formel et l'emploi digne ;
- renforcement des capacités de l'expertise nationale pour une bonne appropriation de l'approche sensible de genre dans la planification du développement local ;
- améliorer ou créer des outils de planification stratégique participative pour l'intégration de l'approche genre au niveau des municipalités.



Sources

- *Briefing note for Cabo Verde on the 2019 Human Development Report (UNDP, Human development Report 2019)* ;
- *Cabo Verde : Country Gender Profile (AfDB/UN Women, January 2018)* ;
- *Cabo Verde national report : Beijing +25 on the implementation of the Beijing Declaration and Platform for Action (April 2019)* ;
- Rapportage des programmes (DTF, rapports d'avancement, rapports d'évaluation) ;
- Rapport « Hommes et femmes » (2017), INE, <http://ine.cv/wp-content/uploads/2018/03/mulheres-e-homens-em-cabo-verde-factos-e-numeros-2017.pdf> ;
- Rapport statistique 2017, ministère de la Santé <https://www.minsaude.gov.cv/index.php/documentosite/-/1/496-relatorio-estatistico-de-2017-mss-spsa-03-05-2019/file> ;
- Rapport annuel 2019, Programme plateforme de développement local et objectifs (ODD) 20/30 ;
- Programme CVE/081 <https://luxdev.lu/fr/activities/project/CVE/081>.







Internal document,
by Elisabeth GUEYE, Gender expert.
2021

LUXEMBOURG
AID & DEVELOPMENT



LUXDEV

A 10, rue de la Grève | L-1643 Luxembourg

T +352 29 58 58 1 | F +352 29 58 58 200 | E contact@luxdev.lu

 facebook.com/LuxDevHQ

luxdev.lu



Agence luxembourgeoise pour la
Coopération au développement